

Mention Droit européen

RNCP20046 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	345, 128
Code(s) ROME	K1901, K1902, K1903, K1404
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Panthéon Sorbonne - Paris 1

<http://www.formationpermanente.univ-paris1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

La mention Droit Européen est déclinée 3 parcours :

Droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires

Droit économique de l'Union européenne

Droits de l'homme et Union européenne

Les diplômés de la Mention Droit européen sont aptes à

Maîtriser le cadre de fonctionnement des institutions et du système juridique de l'Union européenne.

Analyser la portée de la réglementation européenne dans le domaine des affaires et de la circulation des travailleurs, des biens, des personnes, et des capitaux.

Assurer une veille informative dans le domaine du Droit européen (évolution de la réglementation et de la jurisprudence européennes).

Assurer une assistance juridique, analyser une situation de fait et identifier les points où se situent les difficultés juridiques, rechercher la documentation pertinente et proposer des éléments de solution et une stratégie.

- Parcours Droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires

Les diplômés sont aptes à :

Préparer et analyser des contrats en droit rural.

Maîtriser le Droit européen, le fonctionnement du système juridique de l'Union européenne et le contentieux dans le domaine de l'agriculture, de l'environnement et de l'agro-alimentaire.

Analyser les rapports entre le Droit de l'Union européenne et le Droit national dans le domaine de l'agriculture, de l'environnement et de l'agro-alimentaire.

Mettre en œuvre les dispositions spécifiques du droit français en matière agricole (statut du fermage, contrôle des structures, droit social, droit successoral, organisation de l'exploitation agricole et des filières agroalimentaire).

Assurer une veille informative dans le domaine du Droit européen (évolution de la réglementation et de la jurisprudence européennes).

Produire des documents professionnels (dossier administratif, conclusions d'avocat...), mener une analyse pratique des textes en recherchant les opportunités offertes par les règlements ou arrêts.

Assurer une assistance juridique, analyser une situation de fait et identifier les points où se situent les difficultés juridiques, rechercher la documentation pertinente et proposer des éléments de solution et une stratégie.

- Parcours Droit économique de l'Union européenne

Les diplômés sont aptes à :

Conseiller en droit de l'Union

Analyser les documents pour mettre en évidence l'incidence du droit de l'Union et de procéder à des études juridiques en vue d'identifier les contraintes imposées par le droit de l'UE,

Conseiller en droit de l'Union sur les dossiers du service juridique qui implique l'intervention du droit de l'Union et contribuer à l'aide à la décision.

Conseiller ses clients ou son chef de service sur la conduite à tenir au regard des impératifs de l'agenda politique et législatif de l'Union.

Gérer les précontentieux et contentieux comprenant une composante de droit de l'Union.

Procéder à toutes les démarches administratives nécessaires à la bonne application du droit de l'Union.

- Parcours Droits de l'homme et Union européenne

Les diplômés sont aptes à :

Entreprendre une étude doctorale au sein de son Université de rattachement.

Fournir des conseils en droit et ce quelle que soit la structure au sein de laquelle ils évoluent,

Entreprendre des études d'envergure dans un champ déterminé du droit de l'Union afin de dresser un état des lieux précis et complet sur une question spécifique. Ce genre d'études est le fruit de commandes d'entités internes ou internationales et les étudiants qui ont été formés à la recherche sont à même de remplir une telle tâche.

Travailler au sein d'un service juridique d'une entité de droit privé ou de droit public, interne ou internationale (association, entreprise, institution internationale/européenne, ONG, mais également revue juridique spécialisée en droit de l'homme et européen,) ou d'un cabinet d'avocats.

Procéder à des veilles juridiques et rédiger des articles en droit européen et des droits de l'homme.

Analyser les documents pour mettre en évidence les implications européennes de ceux-ci

Conseiller en droit européen et droits de l'homme sur les dossiers du service juridique qui implique l'intervention de ces droits.

Gérer les précontentieux et contentieux comprenant une composante de droit européen s'ils travaillent dans une entreprise ou un cabinet d'avocats.

Procéder à toutes les démarches administratives nécessaires à la bonne application du droit de l'Union européenne.

Maîtriser le cadre de fonctionnement des institutions et du système juridique de l'Union européenne.

Analyser la portée de la réglementation européenne dans le domaine des affaires et de la circulation des travailleurs, des biens, et des personnes.

Assurer une veille informative dans le domaine du droit européen (évolution de la réglementation et de la jurisprudence européennes).

Assurer une assistance juridique, analyser une situation de fait et identifier les points où se situent les difficultés juridiques, rechercher la documentation pertinente et proposer des éléments de solution et une stratégie.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Capacités attestées :

Les diplômés de la Mention Droit européen sont capables de :

Analyser un document et en tirer les implications à l'échelon national

Synthétiser et clarifier les documents émanant de l'UE

Expliquer les moyens de se conformer au droit de l'UE

Mettre en place les procédures d'alerte et de prise en conformité au droit de l'UE

Sérier et mettre en ordre les arguments en défense ou de lobbying au niveau européen

Développer une argumentation convaincante et logique

- Parcours Droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires

Capacités attestées :

Analyser les différentes formes juridiques d'exploitations agricoles, notamment sur le plan social ou fiscal.

Conseiller en matière d'organisation des filières agroalimentaires (coopératives, contrats d'intégration, contrats de filière) en veillant au respect du droit de la concurrence.

Proposer des supports juridiques adaptés aux démarches de valorisation (marques et labels, signes officiels de qualité, obtentions végétales).

Gérer les contentieux dans les voies spécifiques aux questions agricoles (tribunal paritaire, médiateur).

Elaborer des documents d'analyse des évolutions législatives et réglementaires et formuler des propositions dans ce domaine.

- Parcours Droit économique de l'Union européenne

Capacités attestées :

Le juriste de droit européen quel que soit le parcours qu'il ait privilégié est capable de

Maîtriser le cadre institutionnel, le système juridique et les mécanismes juridictionnels de l'Union européenne

Construire des modèles explicatifs rendant compte de la réalité juridique européenne

Théoriser l'application du droit de l'Union

Analyser la pratique des institutions de l'Union et la jurisprudence des juridictions de l'Union et des juridictions des Etats membres

Analyser un document et en tirer les implications à l'échelle de l'Union

Synthétiser et clarifier les documents émanant de l'Union européenne

Expliquer les moyens de se conformer au droit de l'Union

Mettre en place les procédures d'alerte au droit de l'Union

Sérier et mettre en ordre les arguments en défense ou de lobbying au niveau de l'Union, en développant une argumentation convaincante et logique, en triant parmi les problèmes et solutions juridiques celles adaptées à la situation et en construisant les stratégies opérationnelles correspondantes

- Parcours Droits de l'homme et Union européenne

Capacités attestées :

Analyser un document et en tirer les implications européennes

Synthétiser et clarifier les documents émanant de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe

Expliquer les moyens de se conformer au droit de l'Union

Mettre en place les procédures d'alerte et de conformation au droit européen

Sérier et mettre en ordre les arguments en défense ou de lobbying au niveau européen

Développer une argumentation convaincante et logique

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Organisations internationales (interétatiques ou non gouvernementales), juridictions européennes et internationales (CJUE, Cour EDH, TPIY, Cour pénale internationale...), entreprises et organismes travaillant en liaison avec des organisations internationales et européennes, tournées vers l'exportation, l'investissement..., administration d'Etat, ministères des affaires étrangères, organismes publics chargés du commerce extérieur, chambres de commerce, établissements publics (d'enseignement supérieur et de recherche...), Ministère de l'Agriculture, Chambres d'agriculture, cabinets juridiques internationaux, ONG...

Autorités de régulation, Collectivités territoriales, locales, Entreprises publiques, Autorités administratives indépendantes, Bureaux d'études, Cabinets de consultants.

Syndicats et groupements professionnels et interprofessionnels, coopératives, services juridiques de l'industrie agroalimentaire

Barreau, notariat, centres de gestion, cabinets d'expertise foncière, entreprises spécialisées dans le « lobbying » européen.

Presse et médias spécialisés.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Juriste, en cabinet d'avocat international, dans la magistrature, dans des services juridiques d'entreprises à composante internationale, dans des organisations internationales et européennes, au sein de juridictions internationales.

Directeur administratif, Chargé de mission

Conseiller juridique (pour les entreprises privées, ministère des Affaires étrangères et de la défense, ONG.. ;), représentations diplomatiques françaises et étrangères

Enseignant-chercheur.

Rédacteur au sein de revues juridiques spécialisées en droit européen

Juriste (au sein d'organisations européennes)

Consultant juridique

Fonctionnaire national ou européen (sous réserve de passer les concours d'accès à la fonction publique)

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Pour l'exercice de la profession d'avocat : nécessité d'obtenir le CAPA

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de VAE formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/20046/>